

Unité départementale des Bouches du Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 26 janvier 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **MONACO MARINE**

46 quai François Mitterrand  
13600 LA CIOTAT

Références : D-0014-MRS-2023  
Code AIOT : 0006404753

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2022 dans l'établissement MONACO MARINE implanté 46 quai François Mitterrand 13600 LA CIOTAT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite était réalisée suite à la signature de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 08/09/2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MONACO MARINE
- 46 quai François Mitterrand 13600 LA CIOTAT
- Code AIOT : 0006404753
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Monaco Marine exerce des activités de peinture, d'entretien et de réparation navale au sein des chantiers navals de La Ciotat.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rejets aqueux
- Rejets atmosphériques
- Moyens incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.4.3	/	Sans objet
5	Moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.5.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Points de rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.1.3	/	Sans objet
2	Collecte des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.3.1	/	Sans objet
3	Opérations de nettoyage	Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.3.2	/	Sans objet
6	Voies engins	Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.5.3	/	Sans objet
7	Conteneurs	Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.5.5	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection n'a pas révélé de non conformités majeures. Toutefois, des compléments nécessitent d'être apportés pour certains points particuliers (repris dans le fiches de constats) pour s'assurer d'un conformité complète.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Points de rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour toute opération réalisée sous cocon et susceptible d'avoir un impact sur les rejets atmosphériques, l'exploitant met en œuvre un système de captage, de traitement et de rejet adapté aux polluants à traiter et permettant le respect des valeurs limites d'émissions prescrites dans le présent arrêté. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.</p> <p>Chacun des points de rejet se situe à minima au niveau de la ligne de flottaison du navire. Tout rejet à l'horizontal est interdit.</p> <p>La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission du point de rejet considéré dépasse 5 000 m<sup>3</sup>/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>L'exploitant dispose à minima d'un équipement de traitement et de rejet équipé d'un conduit permettant la réalisation des mesures prévues dans le présent arrêté, conformément aux normes en vigueur.</p> <p><b>Constats :</b> La société Monaco Marine a établi une procédure relative à la mise en place des conduits et points de rejets pour ce qui concerne les cocons. Cette procédure intègre la nécessité de positionner les points rejet au dessus de la ligne de flottaison, et dans une configuration permettant un rejet vertical.</p> <p>L'inspection a constaté que la majorité des points de rejets étaient conformes aux prescriptions. Toutefois, un nombre limité de points de rejets ne sont pas verticaux. La société Monaco Marine s'est engagée à modifier ces points et effectuer un rappel sur les conditions de mise en œuvre de ces points de rejets.</p> <p>Au jour de l'inspection, aucune mesure des rejets n'avait encore été réalisée, ce qui n'a pas permis de s'assurer du respect des caractéristiques des rejets (vitesse, débit).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Collecte des effluents aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents aqueux de l'ensemble de la plateforme d'activité sont collectés et traités suivants les modalités du présent article :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Au plus tard 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes :</li></ul> <p>Pour chaque opération à l'origine d'effluents aqueux, les réseaux présents au niveau de la place où est effectuée l'opération sont isolés. Les effluents aqueux générés par l'opération sont collectés par pompage, puis traités en tant que déchet.</p> <p>La procédure de mise en œuvre de ce dispositif est tenue à disposition de l'inspection de l'environnement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un registre dédié au suivi de ces opérations comportant à minima les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Date de l'opération</li><li>- Type d'opération</li><li>- Volume récupéré</li><li>- Documents relatifs à l'évacuation et au traitement</li></ul> <p>Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.</p> <p>A l'issue de chaque opération, un nettoyage complet de la surface concernée est réalisé. Dans le cas où l'opération de nettoyage génère des effluents aqueux, ces derniers sont collectés et traités en tant que déchets.</p> <p><b>Constats :</b> La société Monaco Marine a mis en place une procédure spécifique concernant le carénage des navires. Cette procédure prévoit notamment d'isoler le réseau d'eaux pluviales de la place occupée par le navire, et le détournement des eaux de refroidissement. Les eaux de lavages sont ensuite collectées et éliminées en tant que déchets.</p> <p>La société Monaco Marine a pu présenter un registre complet relatif au suivi de ces opérations.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Opérations de nettoyage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nettoyage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> A l'issue de chaque chantier, un nettoyage complet de la place concernée est réalisé. Les déchets et effluents aqueux générés par ces opérations sont collectés et traités en tant que déchets.  L'ensemble des zones d'activité extérieure fait l'objet d'un nettoyage complet chaque semestre. Les déchets et effluents aqueux générés par ces opérations sont collectés et traités en tant que déchets.  Un nettoyage complet des réseaux de collecte et des installations de traitement est effectué à une fréquence déterminée par l'exploitant permettant leur bon fonctionnement, et à minima une fois par an.  L'ensemble des ces opérations de nettoyage est consigné dans un registre, tenu à la disposition de l'inspection.
<b>Constats :</b> La société Monaco Marine a mis en place une procédure de nettoyage systématique de la place occupée par le navire après son départ. Cette procédure intègre également le nettoyage des aires adjacentes et disponibles, afin de permettre de justifier d'un nettoyage complet de la zone d'activité chaque semestre (sous réserve qu'un emplacement ne soit pas occupé plus d'un semestre).  Un nettoyage annuel des canalisations par curage est également prévu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Surveillance des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents points de rejets font l'objet d'une surveillance selon la fréquence indiquée ci-dessous :  Poussières totales : Annuelle COV : Trimestrielle (*) Métaux et composés : Annuelle  (*) excepté dans les périodes où il n'y aurait aucune émission de COV. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'activité susceptible d'être à l'origine d'émission de COV dans cette période.  Concernant le mégahall, tous les points de rejets en fonctionnement lors des mesures doivent faire l'objet d'une surveillance. L'exploitant devra justifier de la représentativité des mesures réalisées.  Concernant les cocons, les mesures seront réalisées au niveau du point de rejet équipé d'un conduit permettant la réalisation des mesures conformément aux normes en vigueur. L'exploitant devra justifier que les travaux réalisés lors des mesures sont représentatifs de l'activité.
<b>Constats :</b> La société Monaco Marine a procédé à un contrôle des rejets atmosphériques de la cabine de peinture le 30/11/2022. Les trois émissaires contrôlés n'ont révélés aucun dépassement pour le paramètre COV. Toutefois, il apparaît que les vitesses d'éjection des gaz sont inférieures aux valeurs réglementaires. En outre, le rapport de mesure indique que les conduits ne sont pas dotés d'orifice permettant une mesure correcte du débit.  La société Monaco Marine devra procéder aux modifications nécessaires concernant la vitesse d'éjection des gaz et la conformité des points de mesures dans un délai de 3 mois. Considérant que ces anomalies ne remettent pas en cause la conformité aux valeurs limites de rejet, l'inspection ne propose pas au préfet de mettre en demeure la société Monaco Marine.  Concernant les cocons, la société Monaco Marine a indiqué ne pas avoir été en mesure de réaliser une mesure depuis le 08/09/2022. Cela est lié à la difficulté de faire coïncider les travaux ponctuels à l'origine des émissions avec les disponibilités des laboratoires d'analyses. La société Monaco Marine s'est engagée à réaliser une mesure le 16/12/2022, puis trimestriellement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Moyens incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.51
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>- d'un système de détection et d'alarme incendie dans l'ensemble des locaux ;</li><li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, et la localisation des moyens de secours et des organes de coupure ;</li><li>- 6 poteaux incendie permettant de délivrer 360 m3/h sous 1 bar pendant 2 heures pour une utilisation simultanée de 3 poteaux.</li><li>- 2 colonnes d'aspiration d'eau de mer permettant de délivrer 60 m3/h sous 1 bar pendant 2 heures pour une utilisation simultanée des 2 colonnes.</li><li>- Une colonne humide avec coffrets incendie (tuyaux et lances), à la hauteur du pont principal des navires accueillis dans le mégahall</li><li>- Une réserve de 2 m3 d'émulseur, accessible en toute circonstance</li><li>- Des extincteurs adaptés aux risques et positionnés en nombre suffisant dans les zones à risque</li></ul> <p>Les hydrants situés à proximité des limites de l'établissement devront être accessibles par des portillons facilement déverrouillables de type dispositif sapeurs-pompiers.</p> <p>L'ensemble des moyens de protection incendie est maintenu en bon état de fonctionnement et font l'objet d'une vérification annuelle. Les rapports de vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> La société Monaco Marine a été en mesure de fournir les rapports de vérification de moins d'un an pour l'ensemble des moyens de protection, à l'exception des colonnes d'aspiration, dont le contrôle est prévu le 20/12/2022. Le rapport de vérification devra être transmis à l'inspection dans un délai d'un mois. <p>La présence d'une colonne humide avec coffrets incendie (tuyaux et lances), à la hauteur du pont principal des navires accueillis dans le mégahall, n'a pas pu être vérifiée compte tenu d'opérations de montage d'un échafaudage.</p> <p>La société Monaco Marine n'a pas procédé à l'installation de portillons facilement déverrouillables de type dispositif sapeurs-pompiers au niveau des hydrants situés à proximité des limites de l'établissement. Compte tenu des risques d'intrusion liés à ces équipements, la société Monaco Marine s'est engagée à se rapprocher du SDIS pour étudier la pertinence du maintien de cette prescription.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 6 : Voies engins

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Voies engins
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site dispose d'au moins 2 accès distincts permettant l'accès par les engins de secours à l'ensemble des installations. Ces accès au site sont garantis en permanence aux engins de secours.  Le site dispose de voies engins et de voies accessibles aux véhicules, conformément au plan annexé au présent arrêté. Les voies engins sont conformes aux dispositions de l'article 4.3 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement  Une partie de ces voies engins est constitué de voiries implantées sur le périmètre géré par le gestionnaire des Chantiers Navals de La Ciotat. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour garantir que ces voies sont maintenues libres, accessibles et conformes aux exigences rappelées ci-dessus.  L'ensemble des voies engins, voies accessibles aux véhicules et des emplacements de stationnement sont maintenues dégagée, accessibles et praticables en tout temps. Une signalétique rappelant l'interdiction de les obstruer est mise en place.  Les voies et emplacements de stationnement des engins de secours et de lutte devront être clairement identifiés et matérialisés. Un plan du site, indiquant notamment ces accès et les zones desservies, devra être affiché à l'entrée du site et une procédure d'accueil et d'accompagnement des engins de lutte contre le feu devra être élaborée par l'exploitant et partagé avec les services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> Au jour de l'inspection, le site disposait bien de 2 accès distincts et de voies engins conformes aux exigences réglementaires, maintenues dégagées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Conteneurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose d'un document permettant de connaître à tout instant le contenu des stockages effectués dans les conteneurs maritimes. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement et des services de secours.
<b>Constats :</b> La société Monaco Marine dispose d'une application informatique permettant de connaître le contenu des conteneurs maritimes ainsi que leur localisation sur le site. Cette application est accessible notamment depuis le poste de garde.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet